



République Démocratique du Congo (RDC) : Situation des Banyamulenge (Tutsi ou Banyarwanda)

Asylos, OCTOBRE 2023

Sommaire

Demande de recherche	4
Période de recherche	5
Sources consultées	5
Résultats de la recherche	8
Annexes	22
À propos d'Asylos	23

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

Cher lecteur, Chère lectrice,

Cette note a été produite par Asylos, un réseau international de chercheurs bénévoles qui assistent les avocats défendant les demandeurs d'asile.

Les bénévoles engagés auprès d'Asylos croient en l'importance du droit d'asile et souhaitent contribuer par leurs recherches à des décisions équitables, basées sur les meilleures connaissances possibles de la situation des requérants.

Veuillez noter que les chercheurs d'Asylos ne sont pas des experts légalement agréés dans les domaines sur lesquels nous effectuons des recherches et ne peuvent donc pas être classés comme témoins experts. Nous compilons des informations primaires et secondaires pour répondre à certaines questions spécifiques à un pays, mais nous ne fournissons ni évaluation ni analyse des données. De même, nous ne fournissons pas de conseils juridiques. Ce rapport doit être pris à titre consultatif, pour éclairer votre argument ou soutenir le cas de votre client. Bien que nous nous efforçons d'être aussi complets que possible, aucune recherche ne peut jamais fournir une image exhaustive de la situation. Il est donc important de noter que l'absence d'information ne doit pas être considérée comme une preuve de l'absence d'un problème.

Aidez-nous à suivre l'impact de notre travail. Savoir que nos recherches ont été utiles est notre plus grande récompense.

Si vous lisez cette note, utilisez certains extraits pour plaider votre cas ou si vous la soumettez à la Cour, veuillez, s'il vous plaît :

- Aller sur <https://resources.asylos.eu/give-feedback/>
- Insérer le numéro de référence de la note AFR2023-02, cliquer sur "submit" et suivre les instructions.

Merci beaucoup,

Votre équipe Asylos

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

Demande de recherche

1. Comment le(s) conflit(s) dans la République Démocratique du Congo a/ont évolué après l'été 2022 ?
2. Les personnes d'ethnie Banyamulenge sont-elles particulièrement affectées par le conflit ?
3. Les Congolais d'ethnie Banyamulenge ont-ils des perspectives de relocalisation interne à Kinshasa ?

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

Période de recherche

La plus vieille source date de AVRIL 2022 et la source la plus récente date de JUIN 2023.

Sources consultées

1. Organisations Internationales

- Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'Organisation des Nations Unies (OCHA)
- Kivu Security Tracker
The Kivu Security Tracker (KST) est un projet du Congo Research Group, basé au Centre de Coopération Internationale de l'université de New York, et Human Rights Watch. L'objectif du Kivu Security Tracker est de cartographier la violence perpétrée par la force de sécurité de l'état et par les groupes armés dans l'est de la RD Congo pour mieux comprendre la situation, les causes de l'insécurité et les très sérieuses violations des droits de l'homme et de la loi humanitaire internationale.
- HCR
- Organisation des Nations Unies (ONU), Équipe d'experts internationaux en République démocratique du Congo
- Organisation des Nations Unies (ONU), Conseillère spéciale de l'ONU pour la prévention du génocide

2. Sources (inter)gouvernementales

- Département d'État des États-Unis
- Ministère de la Communication et Media RDC, Patrick Muyaya (Twitter)
- Service d'immigration danois
- EUAA (Agence de l'Union européenne pour l'asile)

3. Rapports d'ONG, think-tanks

- The Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)
L'ACLED est une collection de données désagrégées, d'analyses, et d'un projet de suivi des crises. Les membres de l'ACLED conduisent des analyses pour décrire, explorer et tester les scénarios des conflits. Les données ainsi que les analyses sont gratuites et peuvent être accédées par tous. L'ACLED est enregistré comme une organisation à but non lucratif 501(c)(3) aux États Unis. L'ACLED reçoit une aide financière de Complex Risk Analytics Found (CRAF'd), le Ministère Néerlandais des Affaires étrangères, et la fondation Tableau.
- Genocide Watch
Genocide Watch est une ONG américaine fondée en 1999 par Gregory H. Stanton. Il s'agit de l'organisation coordinatrice de l'Alliance contre le génocide (AAG).
- Global Centre for the Responsibility to Protect

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

Le Global Centre for the Responsibility to Protect est une ONG basée à New York, qui a comme mission de mobiliser la communauté internationale pour qu'elle agisse dans les situations où les populations sont exposées à des crimes d'atrocités de masse. Il est financé par l'Union européenne, plusieurs gouvernements, dont l'Allemagne et les Etats Unis, et par des fondations comme la Carnegie Corporation of New York et Open Society Foundations.

- **ACCORD**

Le Centre autrichien de recherche et de documentation sur les pays d'origine et d'asile de la Croix-Rouge autrichienne (ACCORD) fournit des informations sur les pays d'origine des demandeurs d'asile, ainsi que des formations aux acteurs concernés.

- **Minority Rights Group International**

Minority Rights Group International est une ONG qui mène des campagnes dans le monde entier avec près de 300 partenaires dans 60 pays pour s'assurer que les minorités défavorisées et les peuples autochtones puissent faire entendre leur voix. Minority Rights Group International est financée entre autres par l'Union européenne, le Ministère des affaires étrangères de la Norvège et Open Society Institute.

Cette source est au-delà des limites temporelles établies pour cette recherche. Il a été décidé de l'inclure car elle fournit des informations contextuelles importantes

- **Amnesty International**

- **Freedom House**

- **Human Rights Watch**

- **International Crisis Group**

L'International Crisis Group est un think-tank et une organisation non gouvernementale transnationale qui produit recherches et analyses sur les crises mondiales.

4. Médias

- **Afrikarabia**

Afrikarabia L'info en République Démocratique du Congo et en Afrique centrale est un site animé par Christophe Rigaud, journaliste et réalisateur de documentaires TV.

- **Le Monde**

Cette source est au-delà des limites temporelles établies pour cette recherche. Il a été décidé de l'inclure car elle fournit des informations contextuelles importantes.

- **Open Democracy**

OpenDemocracy est une plateforme médiatique indépendante et un site d'information né en 2001 au Royaume-Uni. Il a gagné de nombreux prix de journalisme.

- **Radio France Internationale (RFI) / Agence France Presse (APF)**

- **The New Times**

The New Times est un journal rwandais fondé en 2010, apparemment de propriété privée. Il a été accusé d'être trop proche du pouvoir, et en 2010 même le Président Kagame l'a critiqué pour être trop « servile ».

- **Rwanda TV**

RwandaTV est une chaîne de télévision publique appartenant à la Rwanda Broadcasting Agency et diffusant en kinyarwanda, français et anglais

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

- The New Humanitarian

Le New Humanitarian est une agence de media indépendante, au but non-lucratif. Avant du 2015, il été connue sous le nom de IRIN News et il été un projet du Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires de l'Organisation des Nations Unies (OCHA).

5. Autres sources consultées

- Integrated Food Security Phase Classification (IPC)

L'IPC est une initiative conjointe de 15 partenaires (agences de l'UNO, ONG, agences inter-gouvernementales) pour améliorer l'analyse et la prise de décision en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. L'IPC a été initialement développé en 2004 pour être utilisé en Somalie par l'Unité d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition (FSNAU) de la FAO.

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

Résultats de la recherche

Les résultats dans cette note de recherche sont présentés par ordre chronologique inverse.

1. Evolution du conflit après l'été 2022

Selon l'ONG Minority Rights Group International, les Banyarwanda, dans la province du Sud Kivu nommés Banyamulenge, sont composés de Hutus, de Tutsis et de Batwa qui vivent dans la province du Kivu en RDC, mais leurs origines contestées créent des tensions liées à la citoyenneté et à la terre avec les ethnies « autochtones » de la région. Les Banyarwanda se sont installés en RDC ou précédemment dans le Congo belge dans des époques différentes ; les Banyamulenge sont arrivés dans le Sud Kivu dans le dix-huitième et dix-neuvième siècles.

Ce rapport se limite à explorer le conflit en cours dans les provinces orientales congolaises du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, et les acteurs directement engagés avec la communauté Banyamulenge. D'autres conflits intracommunautaires ont lieu dans les provinces du Tanganyika, Kasai et Mai-Ndonbe. Pour des informations plus détaillées sur l'extension géographique et pour une description des conflits, voir les cartes en annexe et les citations de Minority Rights Group International.

Selon le Département d'État des États-Unis, il y a eu une reprise des combats entre le mouvement M23 et l'armée congolaise dans l'est de la RDC en juin 2022, suivi par une intensification des violences contre les civils et la communauté Banyamulenge.

a. Résurgence du mouvement M23 et tension entre le Rwanda et la RDC

- « La présence de plus d'une centaine de groupes armés engagés dans plusieurs conflits pour le contrôle du territoire et des ressources a continué de créer de l'instabilité en République Démocratique du Congo (RDC) en 2022. Alors qu'un nombre de ces conflits sont actifs depuis des années, l'apparition soudaine d'affrontements intercommunautaires dans la province de Mai-Ndombe et dans les régions voisines au sujet de la fiscalité foncière ont été un puissant rappel de la volatilité de la dynamique des conflits en RDC. Dans le cadre de la croissance des activités du groupe rebel du Mouvement du 23 Mars (M23) et de l'apparition de nouveaux conflits en 2022, la prochaine année offre peu d'espoir pour une résolution des conflits à grande échelle. En effet, des tensions montantes entre la RDC et le Rwanda et de potentiels désordres aux élections nationales de décembre 2023 pourraient mener à une propagation de la violence, en particulier dans les provinces de l'Est. [...] Le M23 – un groupe armé formé en 2012 et composé pour la plupart de rebelles tutsis « rwandophones » – est réapparu en tant qu'acteur principal du conflit en 2022, avec une croissance de ses activités de près de trente pour cent par rapport à l'année précédente. Un nombre croissant d'enquêtes ont lié la croissance récente du M23 au soutien du Rwanda, intensifiant les tensions dans la région des

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

Grands Lacs. Pour lutter contre l'insurrection du M23, la RDC s'est tournée vers la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) pour former une force régionale conjointe. Les épisodes impliquant des acteurs militaires étrangers, y compris la force de paix des Nations Unies, ont plus que triplé en 2022. L'année dernière, les forces étrangères ont perdu en popularité parmi les populations locales à cause de leur incapacité à réprimer la violence en cours et d'un nombre croissant d'allégations d'exploitation sexuelle ; en témoignent les nombreuses manifestations contre forces régionales de l'EAC et les casques bleus de l'ONU qui ont eu lieu depuis juillet. [Traduit de l'anglais par Asylos] »

SOURCE ORIGINALE :

« The presence of over a hundred armed groups engaging in multiple conflicts over territorial and resource control continued to create instability in the Democratic Republic of the Congo (DRC) in 2022. While many of these conflicts have been active for years, the sudden onset of inter-communal clashes in Mai-Ndombe province and surrounding areas over land taxation was a potent reminder of the volatility of conflict dynamics in the DRC. Amidst the growth of activity by the March 23 Movement (M23) rebel group and the outbreak of new conflicts in 2022, the coming year offers minimal hope for wide-scale conflict resolution. Indeed, escalating tensions between the DRC and Rwanda, and potential voting disruptions to national elections in December 2023 could lead to worsening violence, especially in the eastern provinces.

[...]The M23 – an armed group formed in 2012 and primarily made up of ‘Rwandaphone’ Tutsi rebels – re-emerged as a prominent conflict actor in 2022, with a nearly thirty-fold increase in activity compared to the year prior. An increasing number of investigations have linked the recent growth of the M23 to backing from Rwanda, intensifying tensions in the Great Lakes region. To combat the M23 insurgency, the DRC turned to the East African Community (EAC) to form a Joint Regional Force. Events involving foreign military actors, including United Nations peacekeepers, more than tripled in 2022. Foreign forces diminished in popularity among local populations last year for their inability to quell ongoing violence and an increasing number of allegations of sexual exploitation, evidenced by numerous demonstrations against EAC regional forces and UN peacekeepers since July. »

ACLED, '[Conflict watchlist 2023 : Democratic Republic of Congo: Rising Tensions with Rwanda Amid Escalating Violence and Upcoming Elections](#)', 2023, consulté le 27/02/2023.

- « En juin, des rapports crédibles sur le soutien du Rwanda au groupe rebelle du Mouvement du 23 mars (M23) ont contribué à la violence et à la discrimination à l'encontre des Rwandaphones et de ceux qui ont une sympathie perçue pour le Rwanda ou le M23 [...] les populations rwandaphones (parlant le kinyarwanda et le kirundi) ont également été accusées de perpétrer des violences à l'encontre d'autres communautés ethniques. En juin, les médias locaux ont rapporté qu'une foule avait brutalisé, lynché et brûlé un Rwandaphone à Kalima, dans la province du Maniema, en raison de son appartenance à l'ethnie Banyamulenge (Tutsi congolais), à la suite d'une marche de soutien aux FARDC. En septembre, les autorités

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

provinciales n'avaient pas partagé les conclusions de leur enquête sur ce meurtre. [Traduit de l'anglais par Asylos]»

SOURCE ORIGINALE :

« In June credible reports of Rwandan support to the March 23 Movement (M23) rebel group contributed to violence and discrimination against Rwandaphones and those with a perceived sympathy for Rwanda or M23 [...] Rwandaphone populations (both Kinyarwanda and Kirundi speakers) were also accused of perpetrating violence against other ethnic communities. In June local media reported that a mob brutalized, lynched, and burned a Rwandaphone man in Kalima, Maniema Province due to his Banyamulenge (Congolese Tutsi) ethnicity following a march to show support for the FARDC. As of September, provincial authorities had not shared the findings of their investigation into the killing. »

Département d'État des États-Unis, '[2022 Country Reports on Human Rights Practices: Democratic Republic of the Congo](#)', 20 mars 2023, consulté le 20/09/2023.

- « Les combats violents reprennent entre l'armée de la RD Congo et le groupe armé M23. Après plusieurs semaines de calme relatif, des affrontements intenses ont repris le 20 octobre entre l'armée de la République démocratique du Congo (RDC) (FARDC) et des combattants du groupe armé du Mouvement du 23 mars (M23) dans le territoire de Rutshuru, province du Nord-Kivu. Les agitations ont d'abord éclaté dans la localité de Rangira puis se sont étendues à d'autres villages du groupe Jomba, ainsi qu'aux groupes Bweza et Busanza, près des frontières de l'Ouganda et du Rwanda. Depuis la reprise des combats, on a signalé l'utilisation d'armes lourdes et d'armes explosives, notamment des mortiers et des bombardements d'artillerie. [Traduit de l'anglais par Asylos] »

SOURCE ORIGINALE :

« Violent Clashes resume between DR Congo Army and M23 armed group. After several weeks of relative calm, on 20 October intense clashes renewed between the Democratic Republic of the Congo's (DRC) army (FARDC) and fighters from the armed group, March 23 Movement (M23), in Rutshuru Territory, North Kivu Province. The unrest initially broke out in Rangira locality then spread to other villages in the Jomba group, as well as the Bweza and Busanza groups, near the borders of Uganda and Rwanda. Since the resumption of fighting, there have been reports of the use of heavy weapons and explosive weapons, including mortar fire and artillery shelling. »

Global Centre for the Responsibility to Protect, '[Atrocity Alert No. 323: Myanmar \(Burma\), Sudan and Democratic Republic of the Congo](#)', 26 octobre 2022, consulté le 14/02/2023.

- « Les Banyarwanda sont des Hutus, des Tutsis et des Batwa qui parlent tous le kinyarwanda et vivent le long de la frontière rwandaise dans la province du Kivu, avec les Hunde, les Nyanga et les Nande.

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

Lorsque les frontières coloniales ont été tracées à la fin du XIXe siècle, de nombreux Banyarwanda se sont retrouvés du côté congolais de la frontière rwandaise, dans la province du Kivu. D'autres Banyarwanda ont ensuite traversé le Rwanda pour travailler dans les fermes coloniales belges. À la fin des années 1950 (et par la suite), des réfugiés tutsis fuyant les persécutions au Rwanda sont également passés au Congo ; les Banyarwanda ont fini par représenter environ la moitié de la population du Nord-Kivu, tout en étant largement considérés comme des "étrangers" par les autres groupes ethniques. Les vagues d'immigration ont intensifié la concurrence pour les terres. Les chefs hunde en particulier, dont les terres conféraient une influence politique disproportionnée par rapport à la taille (et à l'appauvrissement) de leur communauté, ont amèrement ressenti l'expropriation des terres (souvent utilisées traditionnellement pour la chasse) par les colons banyarwanda. D'autres groupes, notamment les Nyanga et les Nande, étaient également en compétition pour les terres. Les questions relatives à l'utilisation et à la propriété des terres, ainsi qu'à la citoyenneté, sont à la base de nombreux conflits entre les communautés ethniques de l'est de la République démocratique du Congo (RDC) - compliqués par des lois mal rédigées ou appliquées de façon incohérente.

Le statut contesté de la nationalité des populations parlant le kinyarwanda dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), est au cœur des conflits qui ont affligé la région avec des conséquences dévastatrices depuis le début des années 1990. Il est difficile d'évaluer le nombre de personnes apatrides, puisque la plupart des Congolais sont sans papiers, mais plusieurs centaines de milliers de Banyarwanda qui peuvent faire remonter leurs origines au Congo à 1960 et devraient être des nationaux en vertu de la loi adoptée en 2004 se heurtent à des difficultés systématiques pour se faire reconnaître comme Congolais. [...]

Le territoire de la RDC est immense, et sa population comprend plusieurs centaines d'ethnies : c'est l'un des pays les plus diversifiés d'Afrique. Au Nord et au Sud-Kivu, les provinces de l'est les plus touchées par les conflits des deux dernières décennies, les groupes ethniques majoritaires sont les "autochtones" Nande (Nord-Kivu), Bashi et Barega (Sud-Kivu), avec des populations minoritaires importantes composées d'autres "autochtones", y compris des groupes pygmées, et de nombreux locuteurs du Kinyarwanda, la langue du Rwanda. Connus collectivement sous le nom de Banyarwanda, ils sont principalement Hutus, avec une minorité de Tutsis et un plus petit nombre de Batwa. Alors que les Tutsi sont traditionnellement considérés comme des éleveurs, et que les Hutu et les groupes "indigènes" sont des cultivateurs, la plupart des groupes ont toujours élevé du bétail lorsqu'ils le pouvaient.

Les origines des Banyarwanda en RDC sont diverses. Certaines parties du territoire qui constitue aujourd'hui la RDC étaient, avant la colonisation, soumises au roi rwandais. Leurs habitants sont devenus de facto des citoyens congolais en février 1885, lorsque la Conférence de Berlin a reconnu l'État libre du Congo "privé" du roi des Belges Léopold II. En 1908, l'État libre du Congo est devenu une colonie de l'État belge ; les frontières ont été ajustées en 1910 par un accord entre l'Allemagne, la Belgique et la Grande-Bretagne. Après la Première Guerre mondiale, les territoires allemands du Rwanda et du Burundi ont été remis à la Belgique par mandat de la Société des Nations en 1922. L'administration coloniale belge a alors mis en

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

place une politique de transplantation organisée de dizaines de milliers de personnes du Rwanda et du Burundi, déjà densément peuplés, pour travailler dans les plantations de ce qui est aujourd'hui le Nord-Kivu, dans l'est du Congo. Immédiatement avant l'indépendance et au cours des décennies qui ont suivi, les provinces du Kivu ont également accueilli des réfugiés fuyant la violence au Rwanda et au Burundi, y compris les vagues massives au moment du génocide rwandais en 1994.

Un sous-groupe de Banyarwanda vivant aujourd'hui en RDC est pour la plupart des descendants de pasteurs tutsis qui ont migré du Rwanda, du Burundi et de la Tanzanie vers la région de Mulenge, dans ce qui est aujourd'hui la province du Sud-Kivu, principalement aux XVIIIe et XIXe siècles, mais certains d'entre eux l'ont peut-être fait plus tôt. À partir du milieu des années 1970, ce groupe a commencé à s'appeler "Banyamulenge" (les gens de Mulenge), un terme qui a fini par être utilisé plus généralement pour désigner les Tutsis congolais. [...]

Des dizaines de groupes armés opèrent dans l'est de la RDC à tout moment. Dans les régions riches en ressources des provinces du Sud-Kivu et du Katanga, l'armée a affronté des groupes dont Raia Mutomboki, déplaçant des dizaines de milliers de personnes. Raia Mutomboki ("citoyens en colère" en swahili), théoriquement formé pour protéger les habitants des FDLR, a été accusé d'éviter la confrontation avec les combattants des FDLR et de s'en prendre plutôt aux personnes à leur charge et à d'autres civils de l'ethnie hutue. En outre, dans des régions telles que Masisi, au Nord-Kivu, les luttes armées ont parfois opposé les Banyarwanda (Hutus et Tutsis) aux milices de groupes revendiquant une plus longue histoire dans la région locale. [Traduit de l'anglais par Asylos] »

SOURCE ORIGINALE :

« Banyarwanda are Hutus, Tutsis and Batwa who all speak Kinyarwanda and live along the Rwandan border in Kivu province, together with Hunde, Nyanga and Nande.

When colonial boundaries were drawn in the late nineteenth century many Banyarwanda found themselves on the Congolese side of the Rwandan border, in Kivu province. More Banyarwanda subsequently crossed from Rwanda to work on Belgian colonial farms. In the late 1950s (and subsequently) Tutsi refugees fleeing persecution in Rwanda also crossed to Congo; Banyarwanda came to comprise around half the population of North Kivu yet were widely viewed as 'foreigners' by other ethnic groups. The waves of immigration intensified competition over land. Hunde chiefs in particular, whose ownership of land bestowed a degree of political influence out of proportion to the size (and impoverishment) of their community, bitterly resented expropriation of land (often traditionally used for hunting) by Banyarwanda settlers. Other groups, notably Nyanga and Nande, were also in competition for land. Questions of land use and ownership, and citizenship underlie many of the conflicts among ethnic communities in eastern Democratic Republic of Congo (DRC) – complicated by laws that are poorly written or inconsistently applied.

The disputed nationality status of the Kinyarwanda-speaking populations of the provinces of North and South Kivu in eastern Democratic Republic of Congo (DRC) has been at the heart of the conflicts that have afflicted the region with devastating consequences since the early 1990s. It is hard to estimate how many people are stateless, since most Congolese are

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

undocumented, but several hundred thousand Banyarwanda who can trace their origins in Congo back to 1960 and should be nationals under the law adopted in 2004 face systematic difficulties in gaining recognition as Congolese. [...]

The territory of the DRC is enormous, and its population comprises several hundred ethnic groups: it is one of the most diverse countries in Africa. In North and South Kivu, the provinces in the east most affected by conflict over the past two decades, the majority ethnic groups are the 'indigenous' Nande (North Kivu), Bashi and Barega (South Kivu), with substantial minority populations made up of other 'indigenes', including pygmy groups, and many speakers of Kinyarwanda, the language of Rwanda. Known collectively as Banyarwanda, they are mainly Hutu, with a minority Tutsi and a smaller number of Batwa. While Tutsi are traditionally regarded as pastoralists, and Hutu and the 'indigenous' groups have been cultivators, most groups have always raised cattle when they can.

The origins of the Banyarwanda in DRC are diverse. Parts of the territory that is now DRC were prior to colonization subject to the Rwandan king. Their inhabitants became de facto Congolese citizens in February 1885, when the Berlin Conference recognized the Belgian King Leopold II's 'private' Congo Free State. In 1908 the Congo Free State became a colony of the Belgian state; borders were adjusted in 1910 by agreement between Germany, Belgium and Britain. Following the First World War, the German territories of Rwanda and Burundi were handed to Belgium by League of Nations mandate in 1922. The Belgian colonial administration then established a policy of organized transplantation of tens of thousands of people from the already densely-populated Rwanda and Burundi to work on plantations in what is now North Kivu in eastern Congo. Both immediately before and over the decades since independence, the Kivu provinces have also taken in refugees fleeing violence in Rwanda and Burundi, including the massive surges around the time of the Rwandan genocide in 1994.

One sub-group of the Banyarwanda today in DRC are for the most part descendants of Tutsi pastoralists who migrated to the area around Mulenge in what is now the province of South Kivu from Rwanda, Burundi and Tanzania mainly in the eighteenth and nineteenth centuries, but some of them perhaps earlier. From the mid-1970s, this group began call themselves 'Banyamulenge' (people of Mulenge), a term which has come to be used more generally to refer to Congolese Tutsi. [...]

Scores of armed groups operate in eastern DRC at any given time. In resource-rich areas of South Kivu and Katanga provinces, the army clashed with groups including Raia Mutomboki, displacing tens of thousands. Raia Mutomboki ('angry citizens' in Swahili), nominally formed to protect locals from the FDLR, has been accused of avoiding confrontation with FDLR combatants, instead targeting their dependents and other ethnic Hutu civilians. In addition, in areas such as Masisi, North Kivu, armed struggles have at times pitted Banyarwanda people (both Hutu and Tutsi) against militias from groups claiming a longer history in the local area. »

Minority Rights Group International, '[Banyarwanda](#)', juin 2018, consulté le 28/09/2023.

b. Le processus de paix et la participation de la communauté de l'Afrique de l'Est

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

- « Des civils ont été pris pour cible alors que le cessez-le-feu s'est effondré dans l'est de la RD Congo. Du 28 Novembre au 1er Décembre, au moins 50 civils auraient été tués par le groupe armé du mouvement du 23 Mars (M23) dans et autour du village de Kishishe, à l'est de la République Démocratique du Congo (RDC). [...] Après d'intenses affrontements en Octobre et Novembre, au cours desquels le groupe a pris le contrôle d'une grande partie du territoire de Rutshuru et avancé vers Goma, la capitale provinciale, un fragile cessez-le-feu convenu par les dirigeants régionaux est entré en vigueur le 25 Novembre pour le Nord-Kivu. L'accord de cessez-le-feu stipulait que le M23 se retirerait des zones occupées, faute de quoi la force régionale de la communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) interviendrait. Suite à l'annonce des affrontements à Kishishe, qui ont effectivement brisé le cessez-le-feu, les FARDC ont averti que leurs troupes 'sont obligées de répondre à toutes les attaques et de faire tout leur possible pour protéger le peuple Congolais'. [Traduit de l'anglais par Asylos] »

SOURCE ORIGINALE :

« **Civilians targeted as ceasefire collapses in Eastern DR Congo**

From 28 November to 1 December at least 50 civilians were allegedly killed by the March 23 Movement (M23) armed group in and around the village of Kishishe, eastern Democratic Republic of the Congo (DRC). [...] Following intense clashes in October and November, during which the group took control of much of Rutshuru territory and advanced towards Goma, the provincial capital, a fragile ceasefire agreed upon by regional leaders went into effect on 25 November for North Kivu. The ceasefire agreement stipulated that M23 withdraw from occupied zones, failing which the East African Community (EAC) Regional Force would intervene. Following the news of the clashes in Kishishe, which effectively shattered the ceasefire, the FARDC warned that its troops "are obliged to respond to all attacks and to do everything possible to protect the Congolese people. »

Global centre for the Responsibility to protect, '[Atrocity Alert No. 328: DR Congo, International Justice and Genocide Victims Day](#)', 7 décembre 2022, consulté le 15/02/2022.

- « Le sommet de Luanda sur la crise sécuritaire dans l'est de la RD Congo a ordonné aux FDLR, un groupe terroriste composé d'ex-militants responsables du génocide de 1994 contre les Tutsi au Rwanda, de déposer les armes immédiatement et de se lancer dans un "rapatriement inconditionnel". Le sommet a eu lieu dans la capitale angolaise, Luanda, le mercredi 23 novembre. Y ont participé des chefs d'État, dont les présidents João Lourenço, l'hôte, Felix Tshisekedi de la RD Congo, Evariste Ndayishimiye du Burundi, le ministre rwandais des Affaires étrangères Vincent Biruta, qui représentait le président Paul Kagame et l'ancien président kenyan Uhuru Kenyatta, qui est le facilitateur du processus de paix dirigé par la Communauté de l'Afrique de l'Est. Le sommet a été convoqué pour délibérer sur la pacification des provinces orientales congolaises du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, où plus de 120 groupes armés opèrent.' [Traduit de l'anglais par Asylos] »

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

SOURCE ORIGINALE :

« The Luanda summit on the security crisis in eastern DR Congo has ordered the FDLR, a terrorist group composed of remnants responsible for the 1994 Genocide against the Tutsi in Rwanda, to disarm immediately and embark on an "unconditional repatriation". The summit took place in the Angolan capital Luanda on Wednesday, November 23. It was attended by heads of State including Presidents João Lourenço, the host, Felix Tshisekedi of DR Congo, Evariste Ndayishimiye of Burundi, Rwanda's Minister of Foreign Affairs Vincent Biruta, who represented President Paul Kagame, and former Kenyan President Uhuru Kenyatta, who is the facilitator of the East African Community-led peace process. The summit was convened to deliberate on the pacification of the eastern Congolese provinces of North Kivu, South Kivu, and Ituri, where over 120 armed groups operate. »

The New Times, Moise M. Bahati. '[East Africa: Luanda Summit Calls for FDLR Disarmament, M23 Withdrawal](#)', 24 novembre 2022, consulté le 27/02/2023.

2. Les Banyamulenge pris en étau sur fond de tensions politiques entre RDC et Rwanda

Selon les sources présentées ci-après, les tensions politiques entre la RDC et le Rwanda - au lendemain des nouvelles attaques du mouvement rebelle M23 - ont déclenché une recrudescence du sentiment anti-Rwandais et, par association, anti-Tutsi dans le pays. Selon la conseillère spéciale pour la prévention du génocide, on retrouve aujourd'hui nombre d'éléments discursifs présents à l'époque du génocide passé.

a. Discours de haine contre les Rwandais, les Tutsi et la communauté Banyamulenge

- « [...] le M23 a exploité le discours selon lequel il protégeait de l'extermination les populations congolaises tutsies et Banyamulenge de l'est de la République démocratique du Congo. [...]

ce discours génocidaire a créé un terrain dangereusement fertile pour l'incitation à la peur, les discours haineux et les représailles violentes, y compris les meurtres, contre les populations susmentionnées par ceux qui s'opposent au M23 [...] »

UN, '[Lettre datée du 13 juin 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo](#)', 13 juin 2023, p. 26, consulté le 27/09/2023.

- « Depuis la recrudescence, en 2022, des attaques commises par les rebelles du M23 soutenus par le Rwanda, les parties au conflit font de plus en plus appel aux loyautés ethniques, suscitant une vague de discrimination à l'encontre des Banyamulenge et des

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

communautés tutsies, que beaucoup au Congo considèrent comme des partisans du M23. »

Human Rights Watch, '[En RD Congo, le ciblage ethnique perturbe le processus électoral](#)', 9 mai 2023, consulté le 27/09/2023.

- « Les discours haineux et les appels à la violence contre les Congolais d'ethnie Tutsie et les Rwandaphones, notamment la communauté Banyamulenge, ont augmenté depuis la mi-2021 et ont été exacerbés par la résurgence du groupe armé M23, soutenu par le gouvernement rwandais.

En juin, des informations faisant état du soutien du gouvernement rwandais aux rebelles du M23 ont contribué à la violence et à la discrimination à l'encontre des Rwandaphones et de ceux dont la sympathie envers le Rwanda ou le groupe armé M23 était perçue comme telle (...) Les populations rwandaphones (parlant aussi bien le kinyarwanda que le kirundi) ont également été les auteurs de violences à l'encontre d'autres communautés ethniques". Le BCNUDH [Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme de la MONUSCO, Asyls] a rapporté que les discours de haine et les violences anti-rwandaphone étaient les plus répandus dans les Hauts Plateaux, notamment dans les territoires de Fizi, Uvira et Mwenga, dans la province du Sud-Kivu. Dans ces régions, le conflit opposait souvent la communauté Banyamulenge aux communautés Bafuliiru, Bayindu-Banyindu et Babembe et se caractérisait par l'implication de multiples groupes armés et milices organisés en alliances ethniques et communautaires. Les médias ont rapporté que les individus de Rwandaphone au Nord et au Sud-Kivu se sont vus refuser l'accès aux restaurants et aux magasins et que certaines entreprises appartenant à des individus de Rwandaphone ont été pillées ou détruites. [Traduit de l'anglais par Asyls] »

SOURCE ORIGINALE :

Hate speech and calls for violence against Congolese ethnic Tutsi and Rwandaphones, including the Banyamulenge community, increased since mid-2021 and was exacerbated by the resurgence of the M23 armed group, supported by the government of Rwanda.

In June, reports of Rwandan government support to M23 rebels contributed to violence and discrimination against Rwandaphones and those with a perceived sympathy towards Rwanda or the M23 armed group (...) Rwandaphone populations (both Kinyarwanda and Kirundi speakers) were also perpetrators of violence against other ethnic communities. The UNJHRO reported that anti-Rwandaphone hate speech and violence was most prevalent in the High Plateaus, including in the territories of Fizi, Uvira, and Mwenga in South Kivu Province. In these areas, conflict often pitted the Banyamulenge community against the Bafuliiru, Bayindu-Banyindu, and Babembe communities and was characterized by the involvement of multiple armed groups and militias organized in ethnic and community-based alliances. Media reported that Rwandaphone individuals in North and South Kivu were denied access to restaurants and shops and that some businesses owned by Rwandaphone individuals were looted or destroyed. »

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

Département d'État des États-Unis, '[2022 Country Reports on Human Rights Practices: Democratic Republic of the Congo](#)', 20 mars 2023, consulté le 20/09/2023.

- « Deux principaux discours dominant actuellement la guerre de l'information autour du conflit : l'une est regroupée autour du gouvernement congolais à Kinshasa, l'autre est pro-M23 et pro-Rwanda. [...] La sécurité des civils tutsis a été un champ de bataille clé dans la guerre de l'information actuelle. La rébellion du M23 a déclenché une nouvelle recrudescence du sentiment anti-Rwanda et par association anti-Tutsi en RDC, menant à des incidents violents, notamment des lynchages. Ici aussi, l'environnement en ligne amplifie les tensions réelles, intensifiant sa vitesse et regroupent les discours de haine provenant de sources disparates - membres de la diaspora, politiciens de l'opposition à Kinshasa et groupes armés dans l'est du pays. Le camp pro-M23 et pro-Rwanda s'en est saisi pour diffuser l'idée qu'un génocide contre les Tutsis est en cours, et démontrer l'incapacité de Kinshasa à protéger ses propres citoyens. Le gouvernement de Kinshasa est, quant à lui, dans une situation pénible entre injonctions à ses citoyens de s'abstenir de participer à des violences populaires et exploitation de la vague de sentiments anti-Rwandais pour renforcer sa position en vue des prochaines élections à la fin de cette année. [Traduit de l'anglais par Asylos]»

SOURCE ORIGINALE :

« Two main narratives currently dominate the landscape of information warfare on the conflict: one is clustered around the Congolese government in Kinshasa, the other is pro-M23 and pro-Rwanda. [...] The security of Tutsi civilians has been a key battleground in the current information war. The M23 rebellion has triggered a new upsurge of anti-Rwanda and associated anti-Tutsi sentiment in DRC, leading to incidents of violence, including lynchings.

Here too, the online environment amplifies real-life tensions, intensifying its speed and connecting hate speech from disparate sources – diaspora members, opposition politicians in Kinshasa, and armed groups in the east. The pro-M23 and pro-Rwanda camp has seized upon this to propagate the claim that a genocide against the Tutsi is under way, demonstrating Kinshasa's failure to protect its own citizens. The government in Kinshasa is, meanwhile, treading a difficult line between calling on its citizens to refrain from popular violence and harnessing a wave of anti-Rwanda sentiment to reinforce its position ahead of elections later this year. »

The New Humanitarian, Vogel C. and Verveijen J., '[How to avoid false narratives around DR Congo's M23 conflict. Struggles over fact and meaning create real effects on the ground](#)', 23 janvier 2023, consulté le 14/02/2023

- « Les politiciens Congolais ont réussi à présenter le Rwanda – qui a envahi ce qui est aujourd'hui la RDC pendant les guerres du Congo (1996 à 2003) – comme le principal

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

ennemi du pays. Après les guerres, le soutien du Rwanda aux insurgés dans l'est de la RDC a renforcé les préjugés contre de la minorité Tutsi, qui appartient à la communauté élargie des « Banyarwanda » (groupes considérés comme historiquement originaires du Rwanda). Une autre minorité qui n'a pas participé aux insurrections soutenues par le Rwanda depuis les guerres, mais qui y est toujours associée, est la communauté Banyamulenge de la province du Sud-Kivu. [Traduit de l'anglais par Asylos] »

SOURCE ORIGINALE:

« Congolese politicians have successfully framed Rwanda – which invaded what is now DRC during the Congo Wars (1996 to 2003) – as the country's main enemy. Following the wars, Rwanda's support for insurgents in eastern DRC reinforced prejudices against the Tutsi minority, who belong to the wider "Banyarwanda" community (groups considered to come historically from Rwanda). Another minority that has not supported Rwandan-backed insurgencies since the wars, but still remains associated with them, is the Tutsi-related Banyamulenge community of South Kivu province. »

Open Democracy, Thomas Shacklock and Delphin Rukumbuzi Ntanyoma, '[Why 'liberal peacebuilding' isn't delivering for DR Congo's ethnic minorities](#)', 6 décembre 2022, consulté le 10/02/2023.

- « [...] Donc nous sommes en phase d'une situation extrêmement complexe, dans laquelle l'idéologie joue un rôle majeur. L'idéologie du génocide, cette idéologie que s'est transmise en République Démocratique du Congo par la diaspora génocidaire, et notamment par les groupes armés qui ont suivi la quasi-dissolution des forces armées Rwandaise après 1994 et bien sûr, en tout premier lieu. Donc, la véritable observation c'est cette idéologie qui non seulement hante l'ensemble de ces acteurs et qui risque de conduire à un nouveau génocide de Tutsi mais cette fois-ci au Congo, et puis cette idéologie qui marque en même temps les médias internationaux par ce caractère un peu obsessionnel de renverser les situations et les responsabilités entre les victimes et les bourreaux et d'accuser finalement le Rwanda ou les Tutsi d'être non pas des victimes mais d'être des bourreaux. C'est très frappant de voir cette espèce de thème récurrent qui pollue en quelque sorte ces analyses de l'ONU qui sont beaucoup plus subtiles et beaucoup plus intéressantes de ce qu'on lit ici et là dans des gros titres ou dans des articles assez sommaires.
[...] Le véritable problème c'est la prévalence de cette idéologie de la haine anti-Tutsi, qui s'est développée ces derniers mois à la faveur des réseaux sociaux, et puis de la manipulation de l'opinion publique à des fins politiciennes [...] . [Transcrit par Asylos] »

Rwanda TV, [La RDC doit lâcher les FDLR pour avoir la paix: Jean François Dupaquier](#), décembre 2022, consulté le 14/02/2023

- « Il y a également des facteurs de risque potentiels attribués à l'origine ethnique ou régionale d'une personne à Kinshasa. L'organisation humanitaire internationale en RDC a

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

déclaré que toute personne perçue comme étant associée au Rwanda serait confrontée à une discrimination sévère dans toutes les parties de la société. En outre, la source a souligné que cette discrimination à l'encontre des Rwandophones se produisait dans toute la RDC. Le professeur Bazonzi a expliqué que la communauté rwandophone de la RDC est perçue comme une communauté étrangère qui a des difficultés à s'intégrer dans la société congolaise. Ainsi, toute personne appartenant aux groupes ethniques Banya (Banyamulenge, Banyarwanda) ainsi que les Hutus et les Tutsis risquent d'être discriminés et harcelés, selon l'organisation humanitaire internationale en RDC. Les groupes ethniques Banya ont migré aux dix-huitième et dix-neuvième siècles vers ce que l'on appelle aujourd'hui la province du Sud-Kivu. [...]

Le professeur Bazonzi ajoute que certaines parties des Banyamulenge ne possèdent pas la citoyenneté congolaise. [...]

À la question de savoir s'il existe des barrières culturelles ou ethniques dans le système éducatif à Kinshasa, la source a déclaré que toute personne perçue comme étant associée au Rwanda serait confrontée à une discrimination sévère - pas seulement au sein du système éducatif - mais dans toutes les parties de la société. De plus, les sources ont souligné que cette discrimination à l'encontre des personnes rwandophones se produit dans toute la RDC. Ainsi, toute personne appartenant à l'un des groupes ethniques Banya (Banyamulenge, Banyarwanda, Banyambisha) ainsi que les Hutus et les Tutsis risquent d'être victimes de discrimination et de harcèlement. La source a même entendu dire que des personnes n'appartenant pas à ces groupes ethniques avaient été attaquées parce que les agresseurs pensaient que les victimes ressemblaient simplement à des Tutsis. La source explique qu'il existe des tensions entre les Rwandophones et d'autres groupes ethniques en RDC depuis l'époque coloniale, mais que depuis 2020, les discours de haine à l'encontre des personnes associées au Rwanda ont considérablement augmenté sur les médias sociaux et ailleurs en raison des tensions croissantes entre les deux pays. [Traduit de l'anglais par Asylos] »

SOURCE ORIGINALE :

« Professor Bazonzi added that parts of the Banyamulenge do not possess Congolese citizenship. [...]

When asked whether there are any cultural or ethnic barriers to the educational system in Kinshasa, the source stated that anyone perceived as being associated with Rwanda would face harsh discrimination – not just within the educational system – but in all parts of society. Moreover, the sources stressed that this discrimination against Rwandophone people happens all across the DRC. As such, any person belonging to any of the Banya ethnic groups (Banyamulenge, Banyarwanda, Banyambisha) as well as Hutus and Tutsis are at risk of being discriminated against and harassed. The source has even heard of people not belonging to of these ethnic groups being attacked because the attackers thought the victims merely looked like Tutsis. The source explained that there has been tensions between Rwandophone people and other ethnic groups in the DRC since colonial times, but since 2020, there has been a dramatic increase in hate speech against people associated

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

with Rwanda on social media and elsewhere due to the increasing tensions between the two countries. »

Service d'immigration danois, '[Brief Report: Democratic Republic of the Congo – Socioeconomic conditions in Kinshasa](#)', pp. 13, 40-41, octobre 2022, consulté le 29/09/2023

- « La perception commune est que les Banyamulenges ne sont pas vulnérables en raison de certaines protections et des efforts d'intégration au sein des structures politiques et de sécurité du pays. Cependant, de tels développements créent de fausses impressions sur la sécurité dont bénéficient les Banyamulenges. Bien que la loi sur la nationalité de 2004 ait été rédigée pour inclure les Banyamulenges, de nombreuses personnes aux niveaux local et national continuent à refuser leur citoyenneté. Les hostilités ont obligé les Banyamulenges à se rapprocher du gouvernement, mais avec prudence. Leur décision de se joindre plus tard aux insurrections soutenues par le Rwanda et aux opérations de contre-insurrection ont renforcé les préjugés. Les élites Tutsi et Banyamulenge occupant des postes de haut rang dans l'État représentent de petites avancées dans leurs luttes pour l'acceptation. On risque de revenir en arrière tout en renforçant les théories du complot d'une infiltration rwandaise. La solidarité gouvernementale demeure également précaire. Lors d'une conférence de la diaspora à Londres en 2020, la déclaration du président Tshisekedi, selon qui les Banyamulenges étaient congolais, a provoqué une réaction hostile. De plus, les positions des élites ne reflètent pas la situation de la communauté au sens large. Le rôle des élites de toutes les communautés dans la contribution aux activités des groupes armés est lié aux défis structurels du pays en matière de militarisation et de gouvernance inefficace. Pendant ce temps, les tentatives de la MONUSCO et de l'armée (FARDC) pour lutter contre la violence éclipsent les moments où elles n'empêchent pas les attaques et certains soldats des FARDC soutiennent les Maï-Maï. De telles complexités contextuelles masquent la vulnérabilité des Banyamulenges [Traduit de l'anglais par Asylos]. »

SOURCE ORIGINALE :

« There are perceptions that Banyamulenge are not vulnerable because of certain protections and integration efforts within the country's political and security structures. However, such developments create false impressions of the security Banyamulenge enjoy. Despite the 2004 nationality law being worded to include Banyamulenge, many people locally and nationally still reject their citizenship. Hostilities have necessitated that Banyamulenge move closer to the government, yet with caution. Their decisions to join both Rwandan-backed insurgencies and counterinsurgency operations later have reinforced prejudices. Tutsi and Banyamulenge elites in high-ranking state positions represent small gains made in their struggles for acceptance that risk being reversed while reinforcing conspiracy theories of a Rwandan infiltration. Government solidarity also remains precarious. At a diaspora conference in London in 2020, President Tshisekedi's declaration that Banyamulenge were Congolese provoked a hostile reaction. Additionally, the positions

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

of elites do not reflect the broader community's situation. The role of elites from all communities in contributing to armed group activities links with the country's structural challenges of militarization and ineffective governance. Meanwhile, attempts by MONUSCO and the army (FARDC) to tackle violence overshadow times where they do not prevent attacks and some FARDC soldiers support Mai-Mai. Such contextual complexities obscure the Banyamulenge's vulnerability. »

Genocide Watch, Tom Shacklock, '[Addressing the Banyamulenge's Plight in DR Congo](#)', 7 octobre 2022, consulté le 20/02/2023.

- « L'Équipe d'experts internationaux relève également que le climat de confiance entre les populations s'est considérablement détérioré. En outre, les autorités de la République démocratique du Congo et une grande partie de la population accusent le Rwanda de soutenir le M23. Cette suspicion généralisée a provoqué des discours de haine et engendré des appels à la violence et à la discrimination contre les populations rwandophones. Malgré les condamnations et les mesures prises par le Gouvernement pour faire cesser ce genre de discours, des victimes ont été déplorées. »

UN, '[Rapport de l'Équipe d'experts internationaux en République démocratique du Congo](#)', 18 août 2022, p. 5, consulté le 07/02/2023.

b. Implications violentes pour la population Banyamulenge dans l'Est du pays

Journalistes et organisations internationales des droits humains rapportent que des personnes d'origine ethnique tutsi ou simplement perçues comme tutsi ou rwandaises ont fait l'objet d'hostilité, de viols et de violences de la part de miliciens comme des forces gouvernementales de la RDC, sous prétexte que ces populations feraient partie du mouvement M23.

- « Le 6 février 2023, des manifestants à Goma ont attaqué et détruit une église à Nyabushongo fréquentée par des Tutsi et des Banyamulenge [...] [Traduit de l'anglais par Asylos] »

SOURCE ORIGINALE :

« On 6 February 2023, demonstrators in Goma attacked and destroyed a church in Nyabushongo frequented by Tutsi and Banyamulenge [...] »

UN, '[Lettre datée du 13 juin 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo](#)', 13 juin 2023, p. 197, consulté le 27/09/2023.

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

- « Abus à l'encontre de la communauté tutsie
La reprise des opérations militaires par le M23, accompagnée d'exactions, a attisé la haine ethnique contre la communauté tutsie, que de nombreux Congolais du Nord-Kivu considèrent comme des partisans du groupe armé, dont le leadership est à majorité tutsi. Human Rights Watch a documenté plusieurs cas dans lesquels des personnes issues de la communauté tutsie ou simplement perçues comme étant des Tutsis ou des Rwandais ont fait l'objet d'hostilité, de menaces et d'attaques de la part de milices ethniques et des communautés qu'elles prétendent représenter. [...] Une source judiciaire militaire de haut rang a indiqué à Human Rights Watch qu'au cours des derniers mois de l'année 2022, les troupes gouvernementales avaient arrêté des dizaines de villageois perçus comme étant des Tutsis ou des Rwandais et les avaient accusés de collaborer avec les rebelles du M23. « On craint des délits de faciès », a expliqué la source. « Ces gens sont des bouviers ou des cultivateurs... Il suffit d'être sans pièce d'identité pour être accusé d'être en connivence avec le M23. » Des dizaines de personnes sont toujours détenues à la prison centrale de Goma, accusées notamment de « recrutement » illégal ou d'être « infiltrées ». »

Human Rights Watch, '[RD Congo : Les atrocités de la rébellion du M23, soutenue par le Rwanda](#)', 6 février 2023, consulté le 15/02/2023.

- « La communauté Tutsi Congolaise a accusé l'armée d'avoir attaqué des personnes d'ethnie Tutsi en RD Congo. Le soutien continu des troupes Burundaises à l'armée Congolaise contre les groupes armés Burundais et congolais au Sud-Kivu (y compris le groupe rebelle RED-Tabara dirigé par des Tutsis opposés au Gouvernement Burundais dominé par les Hutus), a alimenté les craintes au sein de la communauté Tutsi Congolaise Banyamulenge. Le 4 janvier, les chefs locaux Banyamulenge du territoire de Minembwe ont envoyé une lettre au président Burundais Evariste Ndayishimiye en sa qualité de président de la Communauté de l'Afrique de l'Est, dénonçant le nettoyage ethnique présumé de leur communauté par les forces burundaises et congolaises aux côtés des groupes armés congolais Maï-Maï. Tandis que l'armée poursuivait ses opérations contre les rebelles de langue kinyarwanda basés dans la forêt de Kibira (nord-ouest), Le 10 janvier, le ministre de la Défense, Alain Tribert Mutabazi, a organisé une réunion avec des habitants de Mabayi, dans la province de Cibitoke. Les habitants ont accusé des éléments de l'armée de collaborer avec les rebelles et se sont plaints du comportement des forces de sécurité, notamment de viols, de coups et de travail forcé de la population locale. [Traduit de l'anglais par Asylos]»

SOURCE ORIGINALE :

« Congolese Tutsi community accused military of attacking ethnic Tutsi in DR Congo. Burundian troops' continued support to Congolese army against Burundian and Congolese armed groups in South Kivu (including Tutsi-led RED-Tabara rebel group opposing Burundi's Hutu-dominated govt), fuelled fears among Congolese Tutsi Banyamulenge community. Local Banyamulenge chiefs from Minembwe territory 4 Jan sent letter to Burundian

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

President Evariste Ndayishimiye in his capacity as chair of East African Community, denouncing alleged ethnic cleansing of their community by Burundian and Congolese forces alongside Congolese Mai-Mai armed groups. Locals accused military of inflicting degrading treatment on local population. As military continued operations against Kinyarwanda-speaking rebels based in Kibira forest (north west). Defence Minister Alain Tribert Mutabazi 10 Jan hosted meeting with residents in Mabayi, Cibitoke province; residents accused army elements of collaborating with rebels and complained about behaviour of security forces, including their raping, beating and coercing labour from local population.»

International Crisis Group, [CrisisWatch 2023 – January Trends and February Alerts](#), janvier 2023, consulté le 10/02/2022.

- « L'AFP a interviewé six Tutsis congolais récemment arrivés à Goma, pour la plupart de Kitchanga dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu. Cinq ont déclaré avoir fui les menaces de mort des milices. "Ça me fait mal", a déclaré la femme tutsie de 55 ans, qui a expliqué que tous ses proches étaient congolais mais que ses enfants étaient accusés d'être rwandais à l'école. "Nos enfants nous demandent : Qu'est-ce que le Rwanda ?"

Coupez -vous le nez.

Le sentiment d'injustice est largement partagé. Une femme tutsie de 36 ans ayant également fui récemment vers Goma, mère de deux enfants, a déclaré à l'AFP qu'elle voulait les mêmes droits que tout le monde. Elle jouait nerveusement avec son alliance en décrivant pourquoi elle avait quitté Kitchanga. "Les miliciens remarquent votre nez et menacent de vous le couper avec un couteau", a-t-elle déclaré. Les Tutsis sont souvent stéréotypés comme ayant le nez droit. La femme - parlant la langue kinyarwanda, langue maternelle des Rwandais ainsi que de nombreux Tutsis et Hutus congolais - a déclaré que des miliciens avaient également pillé sa maison après sa fuite. "Ils disent que chaque Tutsi est un M23", a-t-elle déclaré. "C'est terrible." [Traduit de l'anglais par Asylos]»

SOURCE ORIGINELE :

« AFP interviewed six Congolese Tutsis who had recently arrived in Goma, mostly from Kitchanga in North Kivu's Masisi territory. Five said they had fled death threats from militias. "It hurts me," said the 55-year-old Tutsi woman, who explained that all her relatives were Congolese but her children were accused of being Rwandans at school. "Our children ask us: What's Rwanda?"

Cut off your nose.

The sense of injustice is widely shared. A 36-year-old Tutsi mother of two, who'd also recently fled to Goma, told AFP she wanted the same rights as everyone else.

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

She fiddled nervously with her wedding ring as she described why she left Kitschanga. "Militiamen notice your nose and threaten to cut it off with a knife," she said. Tutsis are often stereotyped as having straight noses. The woman -- speaking in the Kinyarwanda language native to Rwandans as well as many Congolese Tutsis and Hutus -- said militiamen also looted her home after she fled. "They say every Tutsi is an M23," she said. "It's terrible' »

RFI /APF, '[DR Congo Tutsis face threats, prejudice amid rebel crisis, 14 Decembre 2022](#)', décembre 2022, consulté le 09/02/2023.

- « 'La violence actuelle est un signe avant-coureur de la fragilité de la société et la preuve de la présence persistante de la haine et à la violence à grande échelle qui ont amené à un génocide par le passé', a-t-elle déclaré [Alice Wairimu Nderitu, conseillère spéciale pour la prévention du génocide]. Sa visite faisait suite à une mission de son bureau qui a établi que les indicateurs et les déclencheurs contenus dans le cadre d'analyse des atrocités des Nations Unies étaient présents en RDC, notamment la diffusion de discours de haine et une absence de mécanismes indépendants pour y faire face ; politisation de l'identité; la prolifération des milices locales et autres groupes armés dans le pays; des attaques généralisées et systématiques, y compris des violences sexuelles, contre les Banyamulenge en particulier sur la base de leur appartenance ethnique et de leur loyauté présumée aux pays voisins; ainsi que des tensions intra-communautaires. [Traduit de l'anglais par Asylos] »

SOURCE ORIGINALE :

« "The current violence is a warning sign of societal fragility and proof of the enduring presence of the conditions that allowed large-scale hatred and violence to erupt into a genocide in the past" she [Alice Wairimu Nderitu, Special Adviser on the Prevention of Genocide] said. Her visit followed a technical-level mission by her Office that established that indicators and triggers contained in the UN Framework of Analysis for Atrocity Crimes were present in DRC including; dissemination of hate speech and absence of independent mechanisms to address it; politicization of identity; proliferation of local militias and other armed groups across the country; widespread and systematic attacks, including sexual violence, against especially the Banyamulenge on the basis of their ethnicity and perceived allegiance with neighboring countries; and intergroup tensions. »

UN, '[Statement by Alice Wairimu Nderitu, Special Adviser on the Prevention of Genocide, condemning the escalation in fighting in the Democratic Republic of Congo \(DRC\)](#)', 30 novembre 2022, consulté le 13/02/2022

3. Relocalisation interne à Kinshasa

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

Le HCR ainsi que d'autres acteurs humanitaires cités ci-dessous s'inquiètent de la sécurité alimentaire des personnes déplacées internes par le conflit dans l'est du pays, au nombre de plus de 5,8 millions selon le HCR. Les affrontements violents entre groupes armés et armée officielle étant toujours en cours, l'agence onusienne s'est positionnée en défaveur d'un retour des personnes déplacées dans les zones affectées par le conflit. Le HCR considère également la relocation interne comme non appropriée, à moins que le demandeur d'asile ait des liens forts et préexistants avec la zone de réinstallation proposée. L'HCR souligne aussi la différence entre le rapatriement volontaire et le retour forcé, et invite à la prudence dans l'évaluation des cas individuels. Selon une source citée par le Service d'immigration danois, les Banyamulenge sont discriminés à Kinshasa et, après la détérioration des relations entre la RDC et le Rwanda, il y a eu des attaques à Kinshasa contre les Banyamulenge.

- « Aperçu de l'insécurité alimentaire aiguë en République Démocratique du Congo (RDC)
Environ 26,4 million de personnes en République démocratique du Congo (RDC) souffrent des niveaux élevés d'Insécurité Alimentaire Aiguë (Phase 3 ou supérieure de l'IPC). [...] Sur 185 zones analysées, 124 sont en 'Crise' (Phase 3 de l'IPC). 138 de ces zones sont rurales et 47 sont urbaines (y compris la capitale Kinshasa). [...] La RDC compte le plus grand nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire au monde, en raison d'une combinaison de facteurs, notamment des conflits, de l'augmentation du prix des produits alimentaires et le coût de transports, ainsi que l'impact continu de la pandémie de COVID-19 et d'autres épidémies. La crise alimentaire prolongée du pays est aggravée par l'un des conflits armés les plus longs au monde avec des forces armées associées à des forces étrangères qui continuent de se battre intensément dans les territoires de l'Est. L'analyse des projections pour janvier - juin 2023 indique une légère diminution (par rapport à juillet - décembre 2022), avec 24,5 million de personnes dans 107 zones susceptibles d'être en phase IPC 3, 'Crise' ou plus sévère.' [Traduit de l'anglais par Asylos] »

SOURCE ORIGINALE:

- « *Overview of Acute Food Insecurity in the Democratic Republic of Congo (DRC)*
Approximately 26.4 million people in the Democratic Republic of the Congo (DRC) are experiencing high levels of Acute Food Insecurity (IPC Phase 3 or above). [...] Of the 185 areas analyzed, 124 are in Crisis (IPC Phase 3). 138 of the areas are rural and 47 are urban (including municipalities in the capital city of Kinshasa). [...] The DRC has the largest number of food insecure people in the world, resulting from a combination of factors including conflict, increased food prices and transportation costs, as well as the ongoing impact of the COVID-19 pandemic and other epidemics. The country's protracted food crisis is compounded by one of the world's longest-running armed conflicts with armed forces associated with foreign forces that continue to fight intensely in the eastern territories. Analysis of the projections for January – June 2023 indicates a slight decrease (compared to July – December 2022), with 24.5 million people in 107 areas likely to be in IPC Phase 3, Crisis or higher[...].»

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

The Integrated Food Security Phase Classification (IPC), [Democratic Republic of the Congo: Acute Food Insecurity Situation July - December 2022 and Projection for January - June 2023](#), juin 2023, consulté le 11/03/2023

- « GENÈVE *- Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, est très préoccupé par le sort des centaines de milliers de personnes qui fuient leurs foyers dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) en raison des violents affrontements entre des groupes armés non étatiques et les forces gouvernementales. Rien qu'en février, près de 300 000 personnes ont fui les territoires de Rutshuru et de Masisi dans la province du Nord-Kivu. [...] La RDC connaît la plus grande crise de déplacement interne en Afrique, avec 5,8 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, principalement dans l'est du pays. Elle accueille également plus d'un million de réfugiés en provenance des pays voisins. »

HCR, '[Le HCR s'inquiète du sort de centaines de milliers de personnes déplacées par le conflit dans l'est de la République démocratique du Congo](#)', 10 mars 2023, consulté le 15/05/2023

- « 27. De plus, le HCR ne considère pas qu'il soit approprié pour les États de refuser la protection internationale aux personnes originaires des zones affectées sur la base d'une possibilité de fuite interne présumée vers d'autres parties de la RDC, à moins que le demandeur ait des liens forts et préexistants avec la zone de réinstallation proposée. Au minimum, ces liens doivent comprendre la capacité de parler la langue locale, ainsi que l'existence d'une famille ou d'autres liens importants dans la région en question. La personne concernée doit également être en mesure d'obtenir les documents nécessaires pour lui permettre de s'installer et de se déplacer librement dans la zone de relocalisation proposée, afin de ne pas être exposée à un risque de détention arbitraire. »

HCR, '[Position du HCR sur les retours dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, l'Ituri et les zones adjacentes de la République Démocratique du Congo affectées par le conflit et la violence en cours - Mise à jour iii](#)', novembre 2022, p. 31-32, consulté le 10/02/2023

- « Il y a également des facteurs de risque potentiels attribués à l'origine ethnique ou régionale d'une personne à Kinshasa. L'organisation humanitaire internationale en RDC a déclaré que toute personne perçue comme étant associée au Rwanda serait confrontée à une discrimination sévère dans toutes les parties de la société. En outre, la source a souligné que cette discrimination à l'encontre des Rwandophones se produisait dans toute la RDC. Le professeur Bazongi a expliqué que la communauté rwandophone de la RDC est perçue comme une communauté étrangère qui a des difficultés à s'intégrer dans la société congolaise. Ainsi, toute personne appartenant aux groupes ethniques Banya

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

(Banyamulenge, Banyarwanda) ainsi que les Hutus et les Tutsis risquent d'être discriminés et harcelés, selon l'organisation humanitaire internationale en RDC. Les groupes ethniques Banya ont migré aux dix-huitième et dix-neuvième siècles vers ce que l'on appelle aujourd'hui la province du Sud-Kivu. [...]

Cette augmentation des discours de haine a entraîné une augmentation des attaques contre les personnes rwandophones en RDC, notamment à Kinshasa. [Traduit de l'anglais par Asylos]»

SOURCE ORIGINALE :

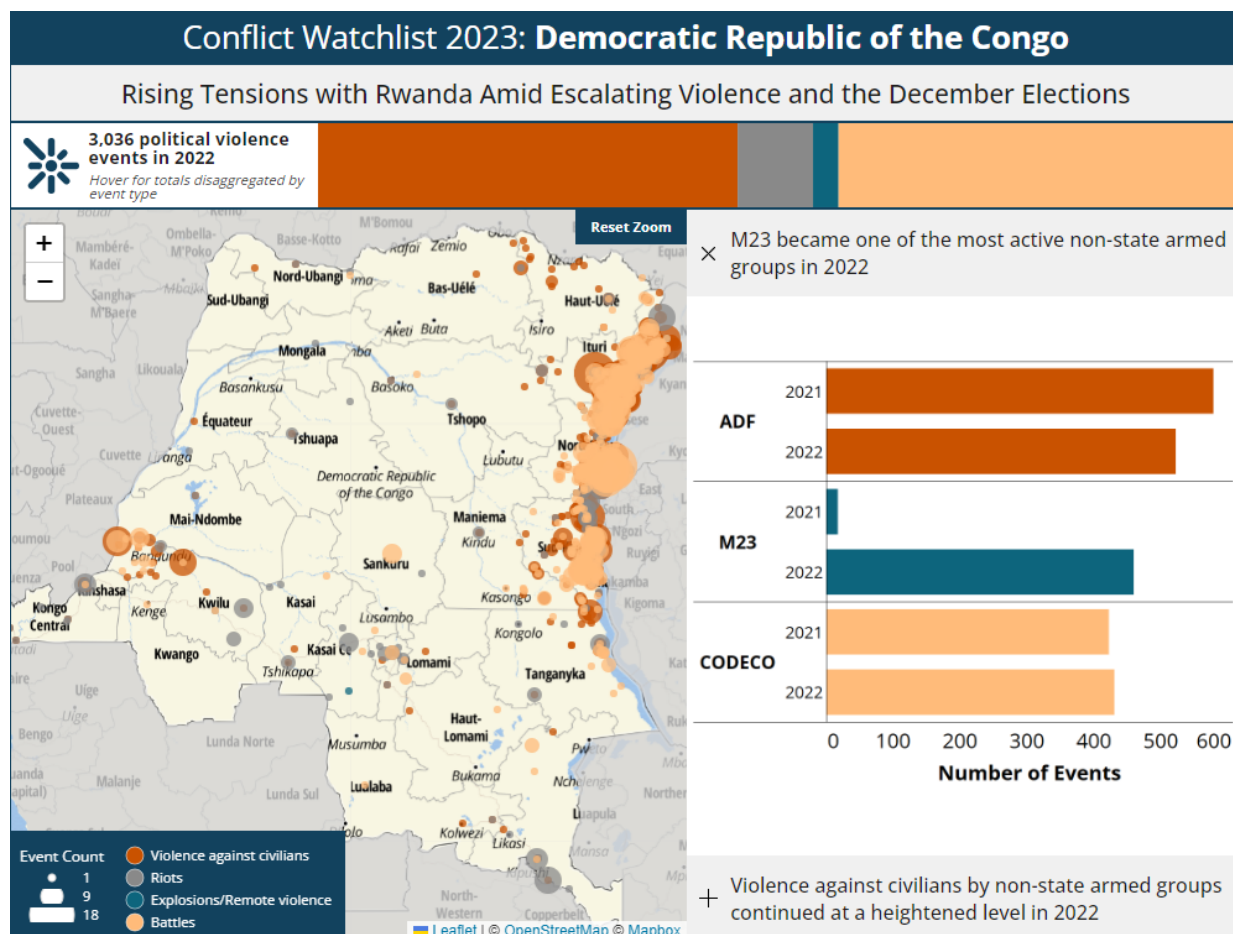
« There is also potential risk factors attributed to one's ethnic or regional background in Kinshasa. The international humanitarian organisation in the DRC stated anyone perceived associated with Rwanda would face harsh discrimination in all parts of society. Moreover, the source stressed that this discrimination against Rwandaphone people happens all across the DRC. Professor Bazonzi explained the Rwandaphone community in the DRC is perceived as foreign that has difficulties integrating into Congolese society. As such, any person belonging to the Banya ethnic groups (Banyamulenge, Banyarwanda) as well as Hutus and Tutsis are at risk of being discriminated against and harassed, according to the International humanitarian organisation in the DRC. The ethnic Banya groups migrated in the eighteenth and nineteenth centuries to what is known today as the South Kivu province. [...]

This increase in hate speech has resulted in an increase in attacks on Rwandaphone people in the DRC, including in Kinshasa. »

Service d'immigration danois, '[Brief Report: Democratic Republic of the Congo – Socioeconomic conditions in Kinshasa](#)', pp. 13, 40-41, octobre 2022, consulté le 29/09/2023

Annexes

Annexe 1 : Carte des conflits dans la RD Congo 2021-2022 – ACLED



La carte interactive peut être consultée [ici](https://www.acylos.eu).

www.acylos.eu | info@acylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.



À propos d'Asylos

Asylos est un réseau de chercheurs bénévoles qui assistent les avocats défendant les demandeurs d'asile en leur fournissant des recherches sur la situation dans les pays d'origine. Fondé en 2010, Asylos a été créé pour répondre aux dysfonctionnements du système d'asile européen qui ne garantit pas le respect des droits fondamentaux des requérants. Asylos vise à soutenir les avocats exerçant dans des pays où l'insuffisance de l'aide juridique ne permet pas de couvrir les coûts de recherches de preuves documentant les violations des droits de l'Homme ou autres persécutions. Les recherches sont effectuées sur demande des avocats et portent sur les conditions dans le pays d'origine du requérant et autres informations pertinentes à tout cas individuel. Pour plus d'informations, visitez notre site web www.asylos.eu.

Vous pouvez vous abonner à notre newsletter sur SUBSCRIBE.asylos.eu.

À propos de cette note

Ce document a été réalisé par Asylos en réponse à des questions spécifiques posées par un avocat défendant un demandeur d'asile. La recherche est basée sur des sources publiques. Toutes les traductions présentes dans le document ont été réalisées par les chercheurs d'Asylos, sauf si spécifié autrement. Ce document n'a pas l'intention d'être exhaustif. Les avocats peuvent utiliser les informations contenues dans cette note et la soumettre à la Cour dans son intégralité.

Aidez-nous

Si vous appréciez notre travail, pensez à faire un don pour nous soutenir. Seulement 5€ par mois nous permet de continuer à aider les avocats et les organisations comme la vôtre à obtenir justice pour le compte de leurs clients. Je vous remercie.

Vous pouvez faire un don à asylos.eu/take-action/donate.

www.asylos.eu | info@asylos.eu

Ce rapport est destiné à servir de document de référence pour les représentants légaux et ceux qui aident les requérants d'asile. Ce rapport doit être utilisé comme un instrument permettant d'identifier les informations pertinentes. Il est impératif que les avocats ou membres d'une ONG qui accompagne des individus dans la préparation de demandes d'asile lisent l'intégralité du rapport, et examinent si, ce faisant, le rapport est, dans l'ensemble, susceptible de soutenir le cas spécifique dans lequel il est proposé de s'appuyer sur lui. Veuillez également noter qu'il peut être opportun que les avocats recherchent des informations personnalisées supplémentaires.

